

CHAUD DEVANT



Ceci est un résumé du rapport *Chaud devant*, publié par Développement et Paix. Vous pouvez lire la version intégrale du rapport de 50 pages, incluant les notes de bas de pages, à devp.org/chauddevant.

2015 SERA UNE ANNÉE CHARNIÈRE DANS LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES.

Ce sera peut-être l'année au cours de laquelle les pays du monde s'entendront sur un accord universel équitable, réaliste et juridiquement contraignant, sur les changements climatiques. Ou ce sera l'année où, une fois de plus, le monde aura échoué à parvenir à un tel accord. Les changements climatiques touchent également la population canadienne. En effet, l'hiver glacial qu'a connu le Québec en 2015, les inondations de 2013 à Toronto et Calgary, la sécheresse record de 2012 qui a sérieusement affecté le secteur de l'agriculture, les grandes marées qui ont frappé la Gaspésie en 2010 ainsi que l'ouragan Juan qui s'est abattu sur Halifax en 2003 sont autant de catastrophes climatiques ayant frappé la population canadienne. Nous sommes, comme d'autres pays, victimes des changements climatiques, cependant, nous sommes mieux outillés pour y faire face. Ainsi, nous avons des systèmes sophistiqués de suivi des températures, de prévisions météorologiques et d'alerte rapide, des politiques d'urgence qui permettent de rapidement venir en aide aux victimes de ces catastrophes. Ce n'est pas le cas pour les populations des pays du Sud. Les études de cas que nous présentons dans ce rapport illustrent de quelle manière les changements climatiques s'ajoutent aux défis existants, exacerbant des conditions de vie déjà difficiles. Dans ce rapport nous vous proposons trois études de cas : les Philippines, le Honduras et l'Éthiopie. Dans un premier temps, en nous appuyant sur l'état actuel de la littérature scientifique, nous présentons les conséquences des changements climatiques dans ces pays. Une synthèse de nos conclusions sur les impacts des changements climatiques sur le bien-être et les conditions de vie des populations locales est présentée ci-dessous, suivie d'un résumé de nos recommandations pour agir sur les causes des changements climatiques.

ÉTAT DES LIEUX

Les dérèglements climatiques ont des impacts importants sur les pays présentés dans nos études de cas. Pour ces trois pays, l'augmentation des températures de jour comme de nuit est clairement observable. Les saisons sèches s'allongent et les journées sont plus chaudes, ce qui cause une plus grande évaporation d'eau et augmente les risques de sécheresse. Lorsqu'il pleut, la pluie est plus abondante qu'auparavant, ce qui augmente les risques d'inondations, abîme les récoltes et cause des risques pour la santé, particulièrement les maladies transmises par l'eau. Avec le réchauffement des océans, les tempêtes tropicales seront de plus en plus puissantes. En 2013, le super Typhon Haiyan a causé la mort de plus de 6 000 personnes aux Philippines et en a déplacé des millions d'autres. Au cours du siècle dernier, six des douze ouragans les plus puissants ont frappé le Honduras, incluant l'ouragan Mitch qui a causé la mort de 10 000 personnes en 1998.

« LE RÉCHAUFFEMENT DU SYSTÈME CLIMATIQUE EST SANS ÉQUIVOQUE ET, DEPUIS LES ANNÉES 1950, BEAUCOUP DE CHANGEMENTS OBSERVÉS SONT SANS PRÉCÉDENT DEPUIS DES DÉCENNIES VOIRE DES MILLÉNAIRES.

L'atmosphère et les océans se sont réchauffés, la couverture de neige et de glace a diminué, le niveau des mers s'est élevé et les concentrations des gaz à effet de serre ont augmenté. »

GIÉC – 5e Rapport d'évaluation
Résumé à l'attention
des décideurs, 2013



PROJECTION DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Le graphique ci-dessous présente les projections de changement des températures mondiales publiées par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). La ligne rouge présente ce qui se produirait si nous maintenons le *statu quo* – sans réduction des émissions – et la ligne bleue le scénario qui requiert une action majeure et immédiate des gouvernements pour limiter les émissions et atténuer les impacts des changements climatiques. Même si on le nomme le scénario du « meilleur des cas », en fait c'est le seul scénario qui permet d'espérer limiter le réchauffement global sous les 2 °C, seuil sur lequel la communauté internationale s'est entendue pour prévenir les pires impacts des changements climatiques.

Dans ces deux scénarios, la température globale augmentera dans les prochaines décennies. Mais ces deux scénarios divergent assez rapidement: des émissions plus faibles entraînant une stabilisation du réchauffement, alors que le *statu quo* entraîne un réchauffement beaucoup plus élevé, avec les impacts dévastateurs que cela suppose sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance.

Pour tous les pays présentés dans ce rapport, le réchauffement des températures dans le scénario du *statu quo* se situe dans la moyenne mondiale prévue pour la fin de ce siècle, soit une hausse d'environ 4 °C. Les impacts de ces hausses de température ne seront pas ressentis partout de la même façon. Les pays du Sud sont beaucoup plus dépendants de l'agriculture de subsistance et disposent de peu de ressources pour atténuer ou s'adapter aux changements climatiques.



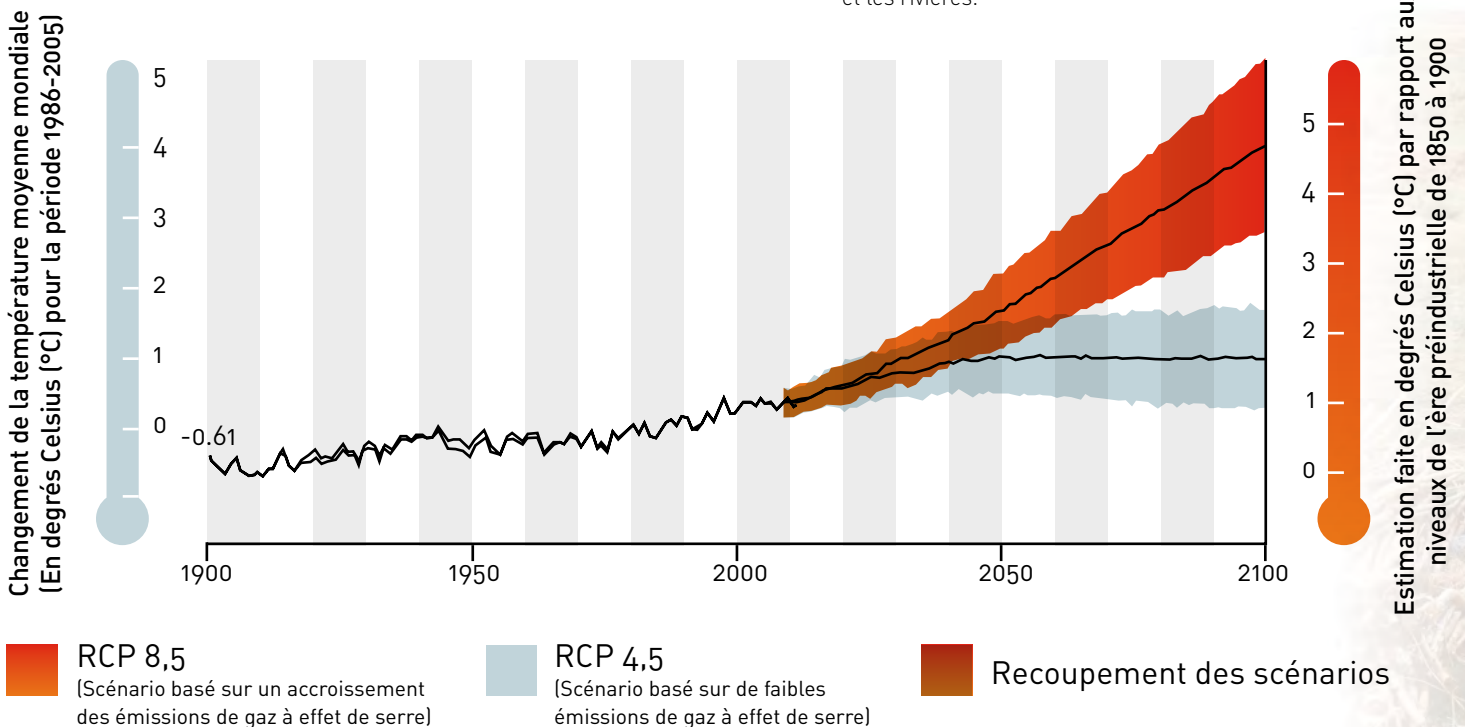
ACCÈS À L'EAU

Avec des journées plus chaudes et une saison sèche plus longue, il y a moins de pluie pour remplir les sources d'eau et plus de pertes dues à l'évaporation. Dans plusieurs pays où l'accès à l'eau constitue déjà un combat, il y aura encore moins d'eau pour boire, cultiver et produire de l'électricité. Si la pluie tombe, ce sera souvent à torrents. L'eau n'aura pas le temps de pénétrer le sol pour profiter aux cultures, elle s'écoulera rapidement et pourra causer des inondations. Des pluies plus fortes entraîneront également l'augmentation des sédiments et des polluants dans les sources d'eau douce. Cela sera particulièrement néfaste dans les pays où les populations n'ont pas accès à l'eau potable – comme en Éthiopie où la moitié de la population dépend de sources d'eau non protégées comme les étangs, les ruisseaux et les rivières.



SANTÉ

L'Organisation mondiale de la santé estime que les changements climatiques entraîneront 250 000 décès de plus par année dès 2030 : 38 000 seront dus à l'exposition à la chaleur pour les personnes âgées, 48 000 dus à la diarrhée, 60 000 à la malaria, et 95 000 à la malnutrition infantile. L'augmentation des épidémies dans les pays à l'étude a été associée aux effets des changements climatiques. L'épidémie de fièvre dengue qui a frappé 12 000 personnes au Honduras en 2013 a été associée au réchauffement de la température. Ces communautés sont plus vulnérables par manque d'immunité et de plan d'urgence.





GENRE

Les changements climatiques affectent de manière plus importante les pays les plus pauvres. Au sein de ces sociétés, ce sont également les personnes les plus vulnérables qui seront le plus durement touchées. Cela inclut les femmes qui demeurent culturellement et politiquement sous représentées au sein de plusieurs communautés. Elles constituent la moitié de la force de travail des pays du Sud dans le secteur agricole, mais ne possèdent que 10 à 20% de la terre et seront donc les premières touchées par les impacts négatifs des changements climatiques sur l'agriculture. Cependant, lorsque les femmes sont impliquées à part égale dans les stratégies ou les mécanismes d'adaptation aux changements climatiques, ces stratégies ont plus de chances de succès.



IMPACTS ÉCONOMIQUES

Nos données sur les pays étudiés démontrent les nombreux impacts que les changements climatiques ont déjà sur l'économie de ces pays et ceux qu'ils auront à l'avenir. Au Honduras, les ouragans ont causé des dommages directs et indirects estimés à plus de 5 milliards \$US au cours du 20^e siècle, soit 95% du PIB du pays en 1998. Aux Philippines, on estime que le coût d'adaptation de l'agriculture et des zones côtières sera d'environ 5 milliards \$US annuellement. Dans la plupart des pays du Sud, les changements climatiques vont vraisemblablement augmenter les inégalités et réduire le niveau de vie des ménages.



MIGRATION

L'augmentation des désastres naturels, la hausse du niveau des mers et les sécheresses prolongées conduisent à l'augmentation des migrations et des déplacements de population. Aux Philippines, le Typhon Haiyan a forcé 4 millions de personnes à quitter leurs maisons, et environ 400 000 d'entre elles vivent toujours dans des centres d'évacuation. En Éthiopie, les sécheresses ont contribué à l'augmentation des migrations des campagnes vers les centres urbains, accroissant ainsi la vulnérabilité urbaine.



PRODUCTION AGRO-ALIMENTAIRE

La demande mondiale de nourriture augmente rapidement, mais, dans de nombreux pays du Sud, la variabilité du climat et les sécheresses menacent de plus en plus fréquemment les récoltes. Les changements climatiques mettent en grave péril la sécurité alimentaire mondiale. Ces risques sont encore plus grands dans les pays du Sud à cause du faible niveau d'investissement auprès des petites agricultrices et des petits agriculteurs, de leur accès limité à la technologie, de leur dépendance à l'agriculture pluviale, et du niveau déjà élevé de pauvreté. En misant davantage sur les petites agricultrices et les petits agriculteurs, et en soutenant plus particulièrement les femmes, on peut améliorer la résilience des populations aux changements climatiques de même que la sécurité alimentaire.



RECOMMANDATIONS

Les personnes les plus pauvres souffrent déjà des impacts des changements climatiques et seront d'avantage touchées par les augmentations prévues de température. Les personnes qui contribuent le moins au problème climatique sont celles qui portent le poids le plus lourd de l'inaction face à ses conséquences. Nous devons faire des choix importants qui détermineront notre futur et celui des générations à venir. Si nous agissons maintenant de façon urgente et drastique, nous pourrions contrôler l'augmentation de la température et atteindre un nouvel équilibre. Toutefois, si nous ne saisissons pas l'urgence d'agir, il sera impossible d'éradiquer la pauvreté et les inégalités s'accroîtront. Les recommandations suivantes présentent la conviction de Développement et Paix sur ce qui doit être fait afin de répondre aux impacts des changements climatiques et contrôler l'augmentation globale de la température.

1

Adopter un nouvel accord universel sur les changements climatiques qui soit équitable, ambitieux et juridiquement contraignant, qui veillera à maintenir le réchauffement mondial en deçà de 2°C et qui mettra à la disposition des populations les plus vulnérables les ressources nécessaires pour s'adapter aux changements climatiques.

Un accord universel est essentiel afin de coordonner, mettre en œuvre et assurer un suivi des actions collectives – nous devons travailler ensemble. Tous les yeux sont tournés vers la 21^e Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21) qui aura lieu à Paris en décembre 2015. La communauté internationale s'est engagée à y élaborer un nouvel accord international contraignant et celui-ci devra avoir un écho sur la scène fédérale canadienne. La communauté internationale a identifié comme seuil critique un réchauffement de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels, seuil jugé nécessaire pour éviter les impacts les plus dangereux des changements climatiques. Afin de respecter ce seuil, les décideurs doivent adopter des objectifs ambitieux de réduction des émissions de GES et des mesures d'atténuation qui soient adéquates. Alors que les menaces que posent les changements climatiques peuvent sembler accablantes, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) conclue dans son 5^e rapport qu'il est techniquement possible et économiquement viable de limiter à 2 °C la hausse globale de la température. Les impacts des changements climatiques se font déjà sentir plus fortement dans les pays du Sud. Un accord international équitable devra donc mettre à leur disposition les ressources financières et technologiques nécessaires pour qu'ils puissent s'adapter de façon appropriée aux changements climatiques.

2

Adopter des modes de production et des habitudes de consommation viables, en particulier dans les secteurs énergétiques et agricoles.

Un accord international limitant les émissions de GES, tel que celui présenté plus haut, fournit le cadre général au sein duquel un pays doit

opérer. Cependant, pour atteindre cet objectif nous devons effectuer des changements dans nos modes de production et de consommation, en particulier dans les secteurs énergétiques et agricoles. Globalement, les secteurs agricoles, forestiers et autres modes d'exploitation des terres génèrent environ 25% des GES. Au Canada, les activités agricoles produisent environ 10% du total des nos émissions de GES. Ces activités n'incluent pas le transport ni la transformation des aliments. Afin de diminuer les émissions du secteur agricole, nous devons améliorer notre gestion des sols et des terres et, afin de conserver la richesse de la terre, modifier nos habitudes alimentaires et réduire le gaspillage industriel et familial. La FAO a estimé qu'entre la récolte et la consommation familiale, près du tiers de la nourriture produite pour la consommation humaine est perdue ou gaspillée. Dans le secteur de l'énergie, la seule option viable est une transition vers un monde libéré des énergies fossiles (charbon, pétrole et gaz naturel). Afin de maintenir la température globale en deçà de 2 °C, plus des deux tiers des réserves d'énergie fossile doivent rester sous terre. Il est essentiel que les politiques adoptées soient conçues en intégrant des mesures de protection sociale et environnementale adéquates qui n'auront pas d'impact sur les droits et la résilience des communautés les plus vulnérables.

3

Appuyer et promouvoir un mode de production agricole et un système alimentaire viables et assurer aux populations vulnérables l'accès aux ressources naturelles et le renforcement de leur capacité d'adaptation face aux effets des changements climatiques.

Comme le démontrent les études de cas de ce rapport, les impacts des changements climatiques se feront sentir dans les décennies à venir. Il est donc essentiel d'appuyer les efforts menés par les personnes et les communautés les plus vulnérables afin de s'adapter aux effets des changements climatiques. Les témoignages de nos partenaires des pays du Sud sont éloquentes : avec des investissements, même minimes, et une technologie simple (par exemple le système d'irrigation en Éthiopie), l'agriculture paysanne peut y faire face. Il faut mettre l'accent sur les dimensions nourricières et environnementales de l'agriculture et non sur son seul aspect commercial. En premier, il faut investir des fonds suffisants accompagnés de politiques qui appuient les efforts déjà entrepris par l'agriculture paysanne et qui sauront éviter les fausses solutions, comme les agro-carburants ou « l'agriculture intelligente face au climat ». Garantir l'accès à la terre et à l'eau est indispensable pour les petites agricultrices et les petits agriculteurs puissent protéger leurs sources de revenus et participer à la souveraineté alimentaire de leurs communautés.



**Développement
et Paix**

1425, boul. René-Lévesque Ouest,
3^e étage
Montréal (Québec) H3G 1T7
1 888 234-8533 | devp.org

Photos : Développement et Paix
Graphisme: Marie-Soleil Provençal
Impression: AGL Graphiques
Code: ED15-F4